

Extrait du Indymédia Lille

<http://lille.indymedia.org>

comment sortir de la crise belge ? un point de vue communiste

- contributions - analyses -

Date de mise en ligne : mercredi 3 octobre 2007

Date de parution : 2 octobre 2007

Indymédia Lille

La Belgique traverse actuellement une grave crise gouvernementale. Comment l'analysez vous ?

ICO : La situation actuelle de la Belgique n'est pas une simple crise de gouvernementale, mais une crise des institutions. Celles-ci ne permettent pas de trouver une solution à l'impasse actuelle. En effet, il est à la fois impossible à un parti de prétendre exercer seul le pouvoir, en dehors d'une coalition de circonstance. C'est le problème posé, notamment, par l'impossibilité de former la fameuse « coalition Jamaïque » incluant les écologistes. L'impossibilité de former un gouvernement n'est pas une situation nouvelle, puisque la Belgique l'a déjà connue dans els années 1980. Mais tous les aménagements de la constitution de 1834, allant dans le sens de la communautarisation, n'ont fait qu'amplifier le problème au lieu de la résorber. Aujourd'hui, il paraît impossible de trouver cette coalition sans répondre aux exigences des nationalistes flamands en faveur d'une forme de partition de la Belgique. En même temps, il est impossible de bloquer les négociations, comme le font les socialistes wallons, sans renforcer l'audience de ces nationalistes.

Mais ce qui est plus grave, c'est que dans cette crise, les partis politiques persistent à rester dans le cadre qu'ils se sont fixés au départ, celui des négociations, des coalitions et des manoeuvres. La population belge est résolument tenue à l'écart de la discussion, qui se déroule entièrement dans le cadre des institutions en crise. Il faut garder en mémoire que le vote obligatoire tend, en Belgique, à masquer le désintérêt et le dégoût pour la classe politique. Il escamote la crise institutionnelle en conférant une légitimité factice aux politiciens élus, qui disposent des suffrages à leur guise de façon plus ostensible encore que dans d'autres pays. Il suffit de voir leur refus unanime d'un référendum sur l'avenir de la Belgique... La classe politique craint l'idée même d'un référendum, depuis les tensions engendrées par le référendum sur la monarchie dans l'après-guerre. Elle s'y est toujours refusée, notamment en ce qui concerne les étapes cruciales de la construction européenne. Elle tient surtout à régler les affaires dans le cadre balisé des manoeuvres de partis.

Croyez vous qu'il y a un risque réel d'éclatement de la Belgique ? ICO : Les sondages montrent tous, d'une part, que les Belges, dans leur grande majorité, ne souhaitent pas l'éclatement ; d'autre part, que lorsque la menace devient réelle, nombre des partisans de cet éclatement se rétractent. Mais, revers de la médaille, ils montrent aussi qu'entre vingt et trente pour cent d'entre eux continuent de penser que c'est une bonne solution, ce qui est énorme. Le paradoxe, c'est que les politiciens avancent, volontairement ou non, dans cette direction sans consulter la population, alors qu'un référendum, aujourd'hui, donnerait raison aux partisans de l'unité.

Avant de répondre à une telle question, il est important de cerner les causes du problème. Ecartons d'abord les différences linguistiques. On serait bien en peine, aujourd'hui, de démontrer qu'une communauté linguistique en opprime une autre, qu'une langue est favorisée plutôt qu'une autre, ou qu'il s'agisse d'une question nationale. Cette forme d'oppression a existé historiquement. Mais la situation actuelle est allée bien au-delà d'un simple principe d'égalité qui permette à tous les citoyens d'avoir des droits égaux quelque soit sa langue maternelle. C'est une véritable communautarisation du pays, qui forme aujourd'hui le cadre de la crise institutionnelle. On peut écarter out autant les raisons culturelles. Il n'existe pas de divergence fondamentale de mode de vie entre flamands et wallons, pas plus qu'il n'en existe entre belges et n'importe quel habitant de l'Europe. Leurs quotidiens, à quelques variantes près, sont parfaitement comparables.

Par contre, il existe deux groupes sociaux qui ont de bonnes raisons de souhaiter l'éclatement de la Belgique : la bourgeoisie flamande et la classe politique elle-même. La bourgeoisie flamande, c'est-à-dire les patrons de petites et moyennes entreprises qui tirent leurs bénéfices du marché national, a besoin un état fort qui la protège au sein de l'Union européenne et sur le marché mondial. Et surtout, elle ne veut peut pas payer pour les chômeurs wallons, pour une région qui a perdu son industrie et qui souffre d'un chômage massif. Elle espère un état flamand compétitif, à faible coût, capable de renforcer plus vite sa dette extérieure et d'attirer des fonds européens. En clair, elle se débarrasse du poids mort wallon, tout comme les nationalistes du nord de l'Italie rêvent de se débarrasser des

régions pauvres du sud. Pour eux, l'éclatement constitue un avantage potentiel.

D'autre part, le renforcement des institutions séparées (communauté, gouvernement régional, gouvernement fédéral,...) renforce la classe politique, en offrant plus de places à répartir à leur clientèle (postes élus ou administratifs). C'est particulièrement vrai pour la classe politique wallonne, avec son invraisemblable empilement de niveaux de décision (communauté et région), mais à l'inverse, il n'y a pas assez de postes à répartir côté flamand. Les journaux ont « révélé » ces derniers jours, à la faveur de la crise, le caractère politique des nominations de fonctionnaires dans les assemblées. Avoir des fauteuils d'élus, c'est avoir la possibilité de remercier ses partisans en distribuant les postes de fonctionnaires. Pour les politiciens nationalistes, l'éclatement serait une bénédiction, non pas parce que cela consacrerait la victoire de leurs idées, mais parce qu'ils disposeraient de place à se répartir. Au fond, le nationalisme profite avant tout... aux nationalistes, plutôt qu'à la communauté flamande. On observe le même phénomène en France, par exemple, où la politique de « décentralisation », consistant à renforcer les pouvoirs des régions, a permis de distribuer des centaines de places aux différents partis politiques au pouvoir.

Mais pensez vous que l'éclatement de la Belgique soit une bonne ou une mauvaise chose ?

ICO : Pour nous, communistes, l'unité de la Belgique n'a pas un caractère sacré. En soit, la nation, la patrie, sont pour nous des mots creux, et nous n'avons en aucun cas à les défendre en tant que tels. Nous considérons que l'unité de l'espèce humaine à l'échelle mondiale est bien plus importante que n'importe quelle division nationale, ethnique, linguistique. D'autre part, nous examinons toujours les questions sous l'angle des intérêts des salariés, de la classe ouvrière. Or, a-t-elle quoique ce soit à gagner à l'éclatement ? Rien, tout simplement.

L'éclatement, ce serait aussi celui de tout le système social, du chômage, des pensions. C'est le meilleur moment pour que tous les acquis sociaux soient remis en cause. La situation sociale est déjà assez urgente, avec la hausse des prix qui frappe cette période de rentrée, notamment le prix du gaz ; avec les fermetures d'usine qui se succèdent ; avec les retombées de la récession internationale qui ne manqueront pas de frapper les salariés et les chômeurs en Belgique aussi. Il y a plus urgent que de se quereller pour les plaques minéralogiques !

D'autre part, en termes de luttes sociales, la division serait également un frein. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder ce qui s'est passé lors de la séparation de la fédération de la métallurgie de la FGTB sur une base linguistique. Aujourd'hui, non seulement les informations ne circulent plus entre les deux syndicats, mais il leur arrive de tenir des positions contradictoires. Par contre, il a fallu dédoubler toutes les structures, provoquant un gonflement de la bureaucratie syndicale. C'est exactement ce qui se passerait pour l'ensemble des syndicats en cas de séparation - quoiqu'on puisse penser des syndicats par ailleurs. Or, aujourd'hui, l'enjeu pour les salariés en Europe, c'est au contraire de réussir à réaliser l'unité au niveau européen. Voilà cinquante ans que les capitalistes l'ont fait ! Nous avons besoin d'organisations à l'échelle européenne, seules capables de répondre au défi de l'unification européenne et aux désastreuses politiques européennes. Aujourd'hui, l'essentiel des politiques économiques et sociales sont décidées à l'échelle européenne et non nationale. Vouloir y résister dans chaque pays séparément, c'est se condamner à aller de défaite en défaite, comme l'ont montré les mouvements sociaux qui ont eu lieu en France, en Autriche, en Italie, sur la question des pensions par exemple. De ce point de vue, l'éclatement de la Belgique serait plutôt un pas en arrière. C'est pour cela que, dans l'état actuel des choses, la classe ouvrière a plus intérêt à l'unité qu'à l'éclatement, sans pour autant se draper dans le drapeau belge... Mais dans tous les cas, il est important que la population belge soit amenée à choisir par un référendum.

Comment expliquez vous la faillite des institutions belges ?

ICO : La crise institutionnelle prend fondamentalement racine dans le caractère formel de la démocratie en système capitaliste, où les citoyens libres se transforment plus de huit heures par jour en sujets de la dictature capitaliste, avec des dirigeants qui n'ont été lus par personne et qui tirent leurs revenus de cette dictature. Que la crise

institutionnelle sert les intérêts d'une partie de la classe politique, c'est-à-dire des professionnels de la politique qui tirent leurs revenus de l'Etat, et d'une fraction de la bourgeoisie nationaliste, liée à ce même Etat.

C'est bien entendu la description de toutes les « démocraties » actuelles, mais cette situation est accrue en Belgique, dans un pays où le régime est appuyé, en dernier ressort, sur la monarchie, c'est-à-dire le pouvoir d'un homme qui n'a jamais été élu par personne, qui tire son pouvoir de sa seule naissance. On peut dire que ses prérogatives sont limitées, au point que le prédécesseur du roi actuel a été obligé de démissionner une journée pour ne pas promulguer la loi sur l'avortement, mais son poids symbolique est visible. Aujourd'hui, il parvient à apparaître comme le garant de l'unité, le pivot du système. Il se paye le luxe de renforcer son rôle au milieu de la crise, alors même que la famille royale est éclaboussée par les scandales financiers. D'autre part, l'absence de grandes luttes sociales, l'engourdissement des syndicats, la brutalité de la crise sociale et du chômage massif, contribuent à faire de la Belgique un exemple éclatant de cette « dictature capitaliste » que nous dénonçons. Au contraire, notre conception communiste est fondée sur la mise en commun des entreprises, sur l'élection de tous les responsables dans les entreprises, sur le refus d'une classe politique dont les intérêts soient séparés de ceux de la population. C'est l'alternative que nous proposons.

Mais aujourd'hui, quelles sont vos propositions pour en sortir ?

Pour commencer, un référendum sur l'avenir de la Belgique. C'est le meilleur moyen de sortir du jeu interne à la classe politique, et de faire échec au nationalisme. Mais il ne s'agit pas seulement de dire oui ou non à l'unité de la Belgique, il faut aussi changer ses institutions, à commencer par la monarchie. C'est pourquoi nous appelons, en préalable à toute autre chose, à l'abolition de la monarchie et à l'établissement de la république. Cela n'a rien en soi de spécifiquement communiste, mais c'est tout de même une étape importante. Bien sûr, République, référendum, assemblée constituante, font partie de l'arsenal de la démocratie bourgeoise, et ne constituent pas en soi des solutions communistes. Mais il est remarquable et symptomatique, dans la situation de blocage gouvernemental de la Belgique, qu'il n'y ait eu aucun « démocrate » pour les soumettre. De notre point de vue, ces revendications ont pour mérite d'ouvrir un espace de débat politique et d'y impliquer la population. Enfin, nous proposons un plan d'urgence sociale en huit points, qui, sans prétendre résoudre tous les problèmes, répondent aux attentes les plus immédiates des salariés : **1. Interdiction des licenciements**

2. Salaire minimum à 1500Euros

3. Plafonnement des loyers à 10% du revenu

4. Blocage des prix des produits de consommation courante et de l'énergie

5. Gratuité totale de la santé

6. Gratuité totale du système scolaire et des fournitures scolaires

7. Droit de grève illimité

8. Direction des entreprises par les représentants élus des salariés

Article issu du site de l'[Initiative communiste-ouvrière](#)